Numéro du rôle : 4255
Arrêt n° 9/2008 du 17 janvier 2008

A R R E T

En cause : la question préjudicielle relative à l'article 82 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, tel qu'il a été remplacé par l'article 29 de la loi du 4 septembre 2002, posée par le Juge de paix du quatrième canton de Gand.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 26 juin 2007 en cause de l'ASBL « Algemeen Ziekenhuis St. Lucas en Volkskliniek » contre Nancy Stadeus, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 3 juillet 2007, le Juge de paix du quatrième canton de Gand a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 82 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, tel qu'il a été remplacé par l'article 29 de la loi du 4 septembre 2002 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et le Code des sociétés, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que les dettes qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une personne que le failli a causé par sa faute ne doivent pas subir les effets de l'excusabilité, tandis que les dettes qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique de la personne même du failli doivent subir les effets de l'excusabilité ? ».

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire.

A l'audience publique du 20 novembre 2007 :

- a comparu Me E. Jacobowitz, qui comparaisait également *loco* Me P. De Maeyer, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. Lavrysen et J.-P. Snappe ont fait rapport;

- l'avocat précité a été entendu;

- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

N. Stadeus a été déclarée en faillite et ensuite excusable. L'ASBL « Algemeen Ziekenhuis St. Lucas en Volkskliniek » réclame le paiement d'un certain nombre de factures pour des services fournis en matière d'admission et de soins. N. Stadeus considère qu'elle n'est pas tenue au paiement des factures antérieures à la faillite. L'hôpital fait toutefois valoir que les prestations médicales sont de nature personnelle et sans rapport avec les dettes commerciales ayant entraîné la faillite.

Le Juge de paix estime qu'une faillite comprend non seulement les dettes commerciales mais également les dettes privées. Il constate que la loi a prévu deux exceptions à l'excusabilité : les dettes alimentaires du failli et celles qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une

personne, qu'il a causé par sa faute. Selon l'hôpital, cette dernière exception vise à protéger l'intégrité physique et les frais de réparation de l'intégrité physique ne peuvent être rendus irrécouvrables par le fait de l'excusabilité.

A la demande de l'hôpital, le Juge de paix pose la question préjudicielle mentionnée ci-dessus avant de statuer.

III. *En droit*

- A -

A.1. Selon le Conseil des ministres, la comparaison porte sur la catégorie des débiteurs faillis ayant des dettes résultant de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une personne, que le failli a causé par sa faute, d'une part, et sur la catégorie des débiteurs faillis ayant des dettes qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique de la personne du failli lui-même, d'autre part. Les débiteurs appartenant à la première catégorie ne bénéficient pas des effets de l'excusabilité et leurs dettes ne sont donc pas mises à néant, alors que les débiteurs appartenant à la seconde catégorie bénéficient des effets de l'excusabilité et ne sont donc plus redevables de rien.

Le Conseil des ministres estime que les catégories précitées sont comparables et que la différence de traitement se fonde sur un critère objectif.

A.2. Le Conseil des ministres déduit des travaux préparatoires que le législateur a voulu éviter de manière restrictive certains effets néfastes de l'excusabilité pour des créanciers déterminés, à savoir les victimes d'un acte illicite commis par le failli. Il estime que la distinction opérée par le législateur est justifiée à la lumière de cet objectif légitime et n'a pas de conséquences manifestement disproportionnées. Plus particulièrement, il n'est pas disproportionné, selon le Conseil des ministres, que le législateur ait tempéré les effets de l'excusabilité à l'égard de certaines catégories seulement. Il s'agit en l'occurrence d'un dommage causé au débiteur lui-même et non à une victime tierce et le créancier en question, l'hôpital, ne se trouve en outre pas dans une position de dépendance vis-à-vis du débiteur.

Le Conseil des ministres demande à la Cour de répondre par la négative à la question préjudicielle posée.

- B -

B.1. L'article 82, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, modifiée par la loi du 4 septembre 2002, énonce :

« L'excusabilité est sans effet sur les dettes alimentaires du failli et celles qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une personne qu'il a causé par sa faute ».

B.2. La disposition fait partie de la législation sur les faillites, qui vise essentiellement à réaliser un juste équilibre entre les intérêts du débiteur et ceux des créanciers.

La déclaration d'excusabilité constitue pour le failli une mesure de faveur qui lui permet de reprendre ses activités sur une base assainie et ceci, non seulement dans son intérêt, mais aussi dans celui de ses créanciers ou de certains d'entre eux qui peuvent avoir intérêt à ce que leur débiteur reprenne ses activités sur une telle base, le maintien d'une activité commerciale ou industrielle pouvant en outre servir l'intérêt général (*Doc. parl.*, Chambre, 1991-1992, n° 631/1, pp. 35 et 36).

Jugeant que « la faculté de se redresser est [...] utopique si [le failli] doit conserver la charge du passif », le législateur a estimé que « rien ne justifie que la défaillance du débiteur, conséquence de circonstances dont il est victime, l'empêche de reprendre d'autres activités » (*Doc. parl.*, Chambre, 1991-1992, n° 631/13, p. 50).

Il ressort des travaux préparatoires que le législateur s'est soucié de tenir « compte, de manière équilibrée, des intérêts combinés de la personne du failli, des créanciers, des travailleurs et de l'économie dans son ensemble » et d'assurer un règlement humain qui respecte les droits de toutes les parties intéressées (*Doc. parl.*, Chambre, 1991-1992, n° 631/13, p. 29).

Par la loi du 4 septembre 2002 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et le Code des sociétés, le législateur a cherché à atteindre les objectifs originaires avec plus d'efficacité encore (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1132/001, p. 1).

B.3. La loi du 4 septembre 2002 a nommé exclu de l'excusabilité deux types de dettes : les dettes alimentaires et celles qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une personne, que le failli a causé par sa faute.

Le juge *a quo* demande à la Cour si le principe d'égalité est violé en ce que les dettes qui résultent de l'obligation de réparer le dommage lié au décès ou l'atteinte à l'intégrité physique de la personne même du failli doivent effectivement subir les effets de l'excusabilité.

Les données de l'affaire révèlent plus précisément que deux catégories de créanciers seraient traitées de manière différente : les créanciers détenant une créance d'indemnisation d'un dommage corporel causé par le failli, d'une part, et les créanciers détenant une créance de paiement de services médicaux fournis au failli par un hôpital, d'autre part.

B.4. Lorsque, spécialement en matière économique, le législateur estime devoir sacrifier l'intérêt des créanciers au profit de certaines catégories de débiteurs, cette mesure s'inscrit dans l'ensemble de la politique économique et sociale qu'il entend poursuivre. La Cour ne pourrait censurer les différences de traitement qui découlent des choix qu'il a faits que si ceux-ci étaient manifestement déraisonnables.

B.5. L'exclusion des effets de l'excusabilité sur certaines catégories de dettes s'inscrit dans le juste équilibre que le législateur entendait mettre en œuvre entre les intérêts du débiteur et ceux des créanciers. Par la disposition en cause, il a veillé à ce que les créanciers envers lesquels le failli a une dette alimentaire ou qui ont droit à l'indemnisation d'un dommage corporel causé par le failli ne soient pas gênés par l'excusabilité de celui-ci au moment de recouvrer leur créance. Il a ainsi entendu protéger une catégorie de personnes qu'il considère de prime abord comme plus vulnérables que d'autres créanciers.

B.6. Afin de ne pas compromettre le but de l'excusabilité, le législateur a pu limiter l'exclusion de ses effets à certaines catégories de dettes dignes d'égard. Il n'apparaît pas qu'il ait opéré un choix déraisonnable ou qu'il ait porté atteinte de manière exagérée aux droits des

créanciers en n'excluant pas aussi les effets de l'excusabilité sur les créances de paiement de services médicaux fournis au failli par un hôpital.

B.7. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 82, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, tel qu'il a été remplacé par la loi du 4 septembre 2002, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 17 janvier 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Bossuyt